

HERRLISHEIM-PRÈS-COLMAR

PAVÉS DE MÉMOIRE

« STOLPERSTEINE »

CIRCUIT

Textes : Christophe WOEHRLE
Photos et réalisation : Gérard HIRTZ
Octobre 2019

En 2013, alors que je préparais ma thèse sur les prisonniers de guerre à l'université de Bamberg en Bavière et que je faisais poser un premier pavé de mémoire « *Stolperstein* » en Allemagne pour un prisonnier de guerre décédé en captivité, je n'imaginais pas que ce projet international puisse voir le jour dans le village natal de ma mère.

Depuis, docteur en histoire contemporaine et spécialiste de la captivité, j'attache une grande importance à la transmission de la mémoire et ce que l'on appelle chez nous, le « devoir de mémoire ». Je reste persuadé qu'il faut sans cesse veiller à conserver la mémoire de cette période que fut la Seconde Guerre mondiale afin d'éveiller les consciences des jeunes générations et de celles à venir, sur les risques des idéologies totalitaires, de l'antisémitisme et du rejet de l'autre, sur les raccourcis trop faciles pour justifier la haine et la violence. C'est un engagement au quotidien, c'est une obligation pour nous, citoyens, de faire ce qu'il faut pour rendre notre société plus humaniste.

Depuis 2013, que de chemins parcourus. En 2015, je faisais poser des *Stolpersteine* en Gironde et en Charente, l'année suivante des pavés de mémoire sont posés à Bordeaux, Libourne et d'autres grandes villes de France. Les Juifs d'Alsace ont particulièrement souffert lors de la Seconde Guerre mondiale, et ma mère, Marie Vincentz, me parlait souvent de son amie juive expulsée puis déportée depuis la Belgique. Elle me racontait les contacts qu'elle avait avec la communauté et la synagogue, située rue de la Montagne. Les juifs faisaient partie du quotidien de la communauté villageoise jusqu'à ce qu'ils disparaissent définitivement, expulsés par les nazis en 1940, lors de l'annexion de notre région.

C'est leur destin qui est raconté ici et c'est leur tragique histoire de déportation vers les camps de la mort que nous honorons par la pose des *Stolpersteine* et par le travail pédagogique qui est fait autour de cette action mémorielle. Ce chemin de la mémoire s'intègre parfaitement dans la volonté des élus de Herrlisheim-près-Colmar et de son maire, Gérard Hirtz, de conserver la mémoire des citoyens de la commune arrachés subitement au cœur de la communauté villageoise.

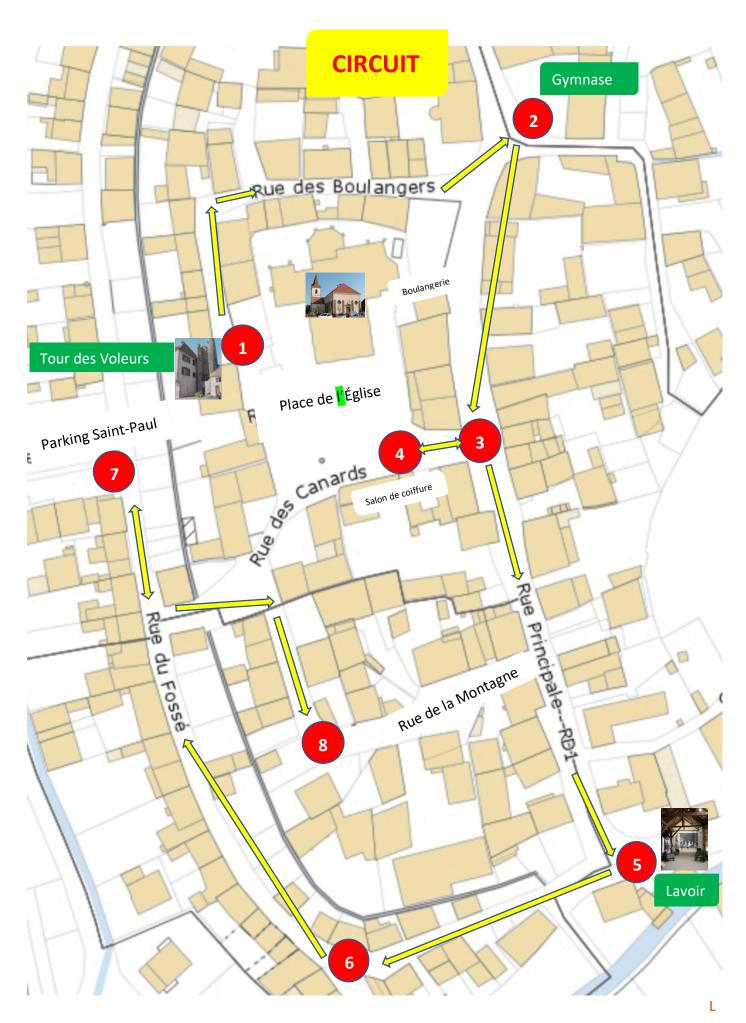
Suite à ma démarche, 51 pavés de mémoire ont été posés en avril et mai 2019 dans les rues de Muttersholtz (Bas-Rhin) et à Herrlisheim-près-Colmar. Un autre projet a également été finalisé à Strasbourg. A présent, ce sont plus de 70 000 *Stolpersteine* qui ont été posés dans plus de 20 pays d'Europe. Aucune capitale ne manque à l'appel, sauf Paris, qui devrait bientôt franchir le pas.

Je tiens ici à remercier :

- les élus de la commune, avec à leur tête le maire Gérard Hirtz, qui ont mené ce projet mémoriel avec moi,
- les membres de la communauté israélite et le Consistoire Israélite du Haut-Rhin et ses représentants,
- Françoise Masson, habitante du village et institutrice qui a pris le projet à bras le corps,
- les enfants des écoles et leurs institutrices,
- Madame Arlette Steyer qui a mené un travail exceptionnel avec les enfants,
- les autorités religieuses et politiques,
- Madame Brigitte Klinkert, Présidente du Conseil Départemental du Haut-Rhin et marraine du projet Stolpersteine dans le Haut-Rhin.

A tous, un grand merci! Que la mémoire des disparus des camps de la mort nous permette de construire un monde dans lequel chacun pourra vivre en paix dans le respect de l'autre.

Christophe Woehrle – 24 septembre 2019







Marcel Schwob

Né le 29 janvier 1887 à Herrlisheim-près-Colmar, Marcel est le fils du boulanger Samuel Schwob et de Babette Lazarus. Célibataire, Marcel était représentant de commerce. Après son expulsion d'Alsace, il se réfugie à Belfort. Les grands-parents de Marcel sont du côté paternel, le négociant en fruit Jakob Schwob et Sara Lévy, du côté maternel, le négociant en bétail Gretsch Lazarus et Beatrix Wahl. Interné au camp de Pithiviers, il est déporté pour Auschwitz par le convoi n° 6 du 17 juillet 1942. Les registres du camp d'extermination consignent son décès au 13 août 1942. A ce jour, l'acte de décès de Monsieur Marcel Schwob n'a pas été dressé par les autorités françaises. La dernière adresse connue de Marcel Schwob à Herrlisheim-près-Colmar se situe dans la maison jouxtant la Tour des Voleurs. C'est là que le pavé de mémoire de la victime est posé.

Son parrain est Loïc Pinçon-Desaize.





Julie Geismar

Née le 27 janvier 1872, elle est la fille de Salomon marchand de moutons et de Rosa Levy. Son parcours est très difficile à reconstituer vu le peu d'éléments conservés par les archives sur son destin. Tout d'abord, le mémorial de la Shoah à Paris conserve les listes de déportation, celle du convoi 71 du 13 avril 1944 mentionne bien la présence de Julie Geismar née le 27 janvier 1872 à Herrlichheim. Les recherches pour le mémorial des déportés de Serge Klarsfeld cite Julie Geismar dans le même convoi, mais indique qu'elle est née à Herrlisheim dans le Bas-Rhin. Le Memorbuch du Bas-Rhin cite un Julien Geismar, né en 1872 à Herrlisheim (Bas-Rhin) et déporté dans le convoi 71. La consultation du registre des naissances de la commune de Herrlisheim dans le Bas-Rhin ne permet pas de trouver une naissance d'un enfant Geismar en 1872. Les actes de l'état-civil de Herrlisheim-près-Colmar dans le Haut-Rhin conservent bien un acte de naissance à la date du 27 janvier 1872 au nom de Julie Geismar. Un document nous éclaire sur les dernières étapes du parcours de Julie : une fiche de 10 cm sur 5 cm retrouvée dans les archives du camp d'Ecrouves en Meurthe-et-Moselle. Une autre fiche du camp de Drancy confirme que Julie habitait rue de la Croisette à Gérardmer dans les Vosges. Arrêtée au mois de mars 1944 dans la station vosgienne, elle est retenue à la prison de Nancy avant d'être internée à Ecrouves dès le 16 mars 1944. Transférée à Drancy le 1^{er} avril 1944, le convoi 71 l'emporte le 13 du même mois vers le camp d'Auschwitz. La trace de Julie Geismar se perd définitivement à partir de cette date. Aucun acte de décès n'a été dressé depuis sa disparition. La Stolperstein de Madame Julie Geismar est posée devant le gymnase de la commune, à proximité de sa maison natale située dans l'ancienne rue de l'Or (aujourd'hui rue du Muguet). Le parrain de son pavé est David Gümbel.





Jean Isaac Weill

Né le 25 mai 1914 à Herrlisheim-près-Colmar, il est le fils du marchand de bestiaux Gustave Weill et de son épouse Laura Schick. Lorsque la guerre éclate, Jean se réfugie à Metz puis, lors de l'invasion allemande, il rejoint la ville de Vichy. En 1962, Pierre Ollier, se déclarant être le frère de Jean Isaac Weill, demande des renseignements complémentaires sur les circonstances du décès de son frère aux autorités françaises. Ces dernières lui répondent que les archives montrent que Jean Weill aurait pris la fuite à la vue de policiers allemands et qu'il a été blessé mortellement par ces derniers. Le commissaire principal de la Police de Vichy a diligenté une enquête dès 1948 sur les circonstances du décès de Jean Weill et en réfère au directeur départemental des anciens combattants et victimes de guerre de l'Allier à Moulins le 19 novembre 1948. Le 2 décembre 1943, vers 10h45, des membres de la délégation de la police allemande se sont rendus rue Belin à Vichy, à la maison Lorraine où étaient employés Monsieur Jean Weill ainsi que deux de ses parentes, Madame Philippe Jeanne et sa fille Jacqueline. Monsieur Jean Weill, à la vue des policiers allemands, tente de prendre la fuite en direction du boulevard Gambetta distant d'une centaine de mètres environ. Tandis qu'il se trouvait encore dans la rue Belin, deux coups de feu furent tirés sur lui par l'un de ses poursuivants. Jean Weill s'écroula alors sur la chaussée à l'angle de la rue Belin et du boulevard Gambetta. Relevé aussitôt par des passants et des gardiens de la paix accourus au bruit des détonations, il fut conduit vers une pharmacie voisine où les premiers soins lui étaient prodigués. Emmené en ambulance à l'hôpital civil de la ville, il meurt pendant le trajet. Il est trouvé porteur d'une carte d'alimentation au nom de René Pommier, de nationalité française, né le 25 mai 1919, représentant domicilié au 3, rue Alexandre à Thionville ainsi qu'un portefeuille contenant une certaine somme d'argent prise par les agents de la Gestapo, auteurs du meurtre. Ce n'est que plus tard que l'identité réelle de Jean Weill fut connue, domicilié 78, Boulevard de l'hôpital à Vichy et employé à la société française d'importation et d'exportation, rue Belin à Vichy. Les policiers se sont ensuite rendus rue Belin et ont arrêté la dame Jeanne Paule Philippe née le 23 avril 1900 à Colmar et sa fille Jacqueline née le 7 mai 1928 à Vesoul. Les deux femmes ont été emmenées au siège de la Gestapo dans une voiture automobile traction avant de couleur grise immatriculée 5693-N.H.b. Elles ont été internées au camp de Drancy puis déportées en Allemagne. Le mémorial de la Shoah précise que les deux femmes ont été déportées par le convoi 66 en direction du camp d'Auschwitz où elles ont été assassinées. Jean Isaac Weill obtient le 29 décembre 1948 la mention "Mort pour la France". Sa *Stolperstein* est posée devant le 16 de la rue Principale, où il est né et a vécu librement jusqu'au début de la guerre. Le parrain de son pavé est David Gümbel.





Henriette Neheimer née Bicard

Née à Herrlisheim-près-Colmar le 5 novembre 1894, elle est la fille de Léopold Bicard, commerçant, et de Lina Bloch. Lors de son arrestation, elle-même était commerçante et veuve d'Alfred Neheimer. Son époux était soldat allemand lors de la Grande Guerre, né à Siegen en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, infirmier à l'hôpital militaire de Colmar et juif. Il épouse Henriette Bicard à Herrlisheim-près-Colmar en pleine guerre, le 3 août 1917. Pendant la guerre, elle se réfugie en Belgique ; arrêtée, elle est internée à la Caserne Dossin de Malines-Mechelen. Elle est déportée par le Convoi XI vers Auschwitz Birkenau, le 26 septembre 1942. Aucun acte de décès ni aucun témoignage n'ont jamais été établis depuis le décès de Madame Henriette Neheimer née Bicard. Le 26 juillet 2018, une demande de reconnaissance du décès de Madame Henriette Neheimer née Bicard a été déposée. Le 28 novembre 2018, après avoir établi son acte de décès, la directrice générale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre décide que la mention "Mort pour la France" lui est attribuée. Le pavé de mémoire est posé devant le dernier domicile connu de la victime, à l'époque situé dans la rue des Canards, aujourd'hui devenu salon de coiffure et situé au n° 1.

Le pavé de Madame Henriette Neheimer a été parrainé par un don anonyme.





Adèle Weill

Née le 11 mai 1871 Herrlisheim-près-Colmar dans le département du Haut-Rhin, elle est la fille du marchand Salomon Weill et de son épouse Caroline Wallach, 19 ans plus jeune que son époux. A cette époque, la famille Weill habite la rue de l'Hôpital (rue du Muguet aujourd'hui) à Herrlisheim-près-Colmar. Adèle a également une sœur, née en 1874 et prénommée Blanche Barbara. Elles ne se séparent pas lors des évènements de 1940. En mai 1940, les juifs sont expulsés de Herrlisheim-près-Colmar. Marie Woehrle, née en 1923, est alors employée de maison chez Henri Woehrlen, maire du village. En ce début de juin 1940, un soldat allemand se présente au domicile du maire, absent, seules sa femme et Marie Woehrle sont présentes, cette dernière raconte : le soldat allemand que nous n'avions jamais vu auparavant a dit à Madame Woehrlen que tous les juifs du village devaient se rassembler à 14h (il était 11h du matin) avec 20 kilos de bagages pour être évacués par camion. L'épouse du maire répond : wir wollen unsere Juden nicht geben, es sind gute Juden¹, ce à quoi l'Allemand rétorque: das will ich nicht wissen, um 14 Uhr auf dem Platz². Les villageois alertés se réunissent sur la place du village en face de l'église où attendent les camions et les soldats allemands. Au fur et mesure, les Juifs et leurs familles apparaissent. Marie Woehrle se souvient surtout de Léopold, un vieux juif qui tenait ses petites-filles par la main et accompagnait sa fille. Rapidement, ils furent embarqués dans les camions, on ne les revit plus jamais.³ Adèle et Blanche font partie des expulsées. Les Juifs sont alors emmenés aux frontières vosgiennes et débarquées manu-

¹ Nous ne voulons pas donner nos juifs, ce sont de bons juifs.

² Je ne veux pas le savoir, à 14 heures sur la place.

³ Marie Woehrle née Vincentz, témoignage.

militari sans aucune destination. Les familles cherchent alors à retrouver des leurs qui avaient été évacués en septembre 1939 en zone libre. Adèle et Blanche choisissent de se rendre dans l'Yonne, à Chichery-laville. Elles sont arrêtées comme israélites en février 1944 et envoyées au camp de Sens, puis transférées à Drancy. Très affaiblie par ces épreuves, Adèle est hospitalisée à l'hôpital de Drancy où elle décède le 3 mars 1944. La déclaration du décès est faite par Raymond Goupil, gardien de la paix, sans lien avec la victime. La mention "Mort pour la France" lui est attribuée le 9 juin 1948. Les archives indiquent qu'Adèle Weill était célibataire. Un document daté du 19 novembre 1947 est pourtant signé de sa fille Coffinier née Jeanne-Adèle Weill domiciliée alors à Metz en Moselle. La *Stolperstein* de Madame Weill est posée devant la maison familiale des Weill avant l'expulsion de 1940 sur la rue Principale jouxtant le lavoir. *Le parrain du pavé est David Gümbel*.

Blanche Barbara Weill

Née le 28 novembre 1874 à Herrlisheim-près-Colmar, elle est la fille de Salomon Weill courtier et de Caroline Wallach, sœur d'Adèle. Elle aussi est réfugiée à Chichery-la-ville dans l'Yonne avec sa sœur. Sa nièce, Jeanne Coffinier née Weill de Metz témoigne en 1948 : elle a été arrêtée en même temps que sa sœur, le 25 février 1944 et a été dirigée vers le camp de Drancy qu'elle quitte le 7 mars 1944 en convoi vers une destination inconnue. Monsieur le Maire de la ville de Chichery et le garde-champêtre ont assisté à l'arrestation. Ma tante a été immatriculée à Drancy sous le numéro 15528 selon les renseignements recueillis au fichier du ministère. Les archives du mémorial de la Shoah confirment que Madame Blanche Weill a été déportée par le convoi 69 au départ de Drancy et à destination d'Auschwitz le 7 mars 1944, soit 4 jours après le décès de sa sœur Adèle. Le décès de Blanche est fixé par jugement au 12 mars 1944 au camp d'Auschwitz en Pologne. Blanche Weill a obtenu les mentions "Mort pour la France" et "Mort en déportation" en 2002. Sa Stolperstein est posée à côté de celle de sa sœur Adèle devant la maison située à côté du lavoir, là où elles ont grandi jusqu'à l'expulsion des juifs en juin 1940. Le parrain du pavé est David Gümbel.





Benjamin Geismar

Né le 19 avril 1862 à Herrlisheim-près-Colmar, il est le fils de Léopold, épicier de Niederentzen domicilié chez son père Lippmann Geismar habitant la rue de la Montagne, près de la synagogue et de Jeanne Bloch son épouse, originaire de Niederentzen. Il épouse Rosa Blum de Soultz-sous-Forêts dans le Bas-Rhin. Ils ont deux enfants : Léopold Léon André né en 1897 et Georges né en 1901 qui survivent à la Shoah cachés en Suisse. Une enquête de gendarmerie datant de 1962 à Plombières-les-Bains relate les faits suivants : Benjamin et Rosa vivaient avant la déclaration de guerre au 9, rue Bruat à Colmar dans le Haut-Rhin ; en mai 1940, ils sont expulsés d'Alsace et rejoignent Plombières-les-Bains dans les Vosges où ils résident jusqu'en mars 1944 chez une dame Thirion au 1, rue Stanislas. Le 15 mars 1944, ils sont arrêtés par la police allemande et retenus au Grand Hôtel de la ville. Onze juifs sont arrêtés le même jour et transférés dans la journée à Ecrouves en Meurthe-et-Moselle. Le maire de l'époque fournit la liste des raflés avec Benjamin et son épouse : Bernheim née Wahl de Réguisheim née en 1862, Kauf(f)mann Théodore né en 1873 de Haguenau, Kaufmann née Adrienne Blum née en 1879 de Benfeld, Henriette Lemmel née en 1878 de Bischwiller dans le Bas-Rhin, Agathe Lévy née en 1853 de Strasbourg, Lévy née Mina Roth née en 1879 de Wingersheim, Laure Roth née en 1905 de Strasbourg, Marthe Rothschild née en 1884 de Strasbourg et Schneider née Marguerite Wormser née en 1877 de Strasbourg, tous déportés en avril 1944. Le fils Thirion raconte l'arrestation des Geismar dans sa maison de Plombières-les-Bains : dans le courant du mois de mars 1944, des militaires allemands se sont introduits chez moi et ont arrêté les époux Geismar-Blum sur le champ, sans leur laisser le moindre temps d'emmener le strict nécessaire et sans aucune cause, ni reproche. Le même sort était destiné à tous les autres réfugiés juifs qui étaient à Plombières-les-Bains à

cette époque-là. Ces gens ne se sont jamais fait remarquer défavorablement, ni politiquement. Ils étaient plutôt terrorisés et évitaient tout contact avec les autorités ou militaires d'occupation. Après la fin de la guerre, leur fils Georges, réfugié en Suisse, est venu récupérer le peu d'effets qu'ils m'avaient confiés bien avant leur arrestation, car ils redoutaient bien se faire arrêter un jour par les troupes allemandes. Le préfet de Meurthe-et-Moselle atteste en 1962 que Benjamin Geismar est arrivé le 16 mars 1944 au Centre de séjour surveillé d'Ecrouves et que le 30 mars 1944, il est conduit à l'hôpital de Toul où il meurt le lendemain ; il est enterré au cimetière israélite de Toul. Bien qu'il ait obtenu le statut d'interné politique en 1963, Benjamin Geismar n'a jamais été reconnu comme victime civile de la guerre. Le 20 juillet 2018, une demande de mention "Mort pour la France" a été déposée pour Monsieur Benjamin Geismar qui lui a été attribuée par la directrice générale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre le 4 février 2019. La Stolperstein de Benjamin Geismar est posée devant la maison où il est né à Herrlisheim-près-Colmar devant l'actuel 58, rue du fossé. Le parrain du pavé est David Gümbel.

Rosa Geismar née Blum

Née le 1^{er} janvier 1872 à Soultz-Sous-Forêts dans le Bas-Rhin, elle est la fille de Samuel Blum et Véronique Lévy. Réfugiée et arrêtée dans les mêmes conditions que son époux Benjamin Geismar, elle est internée à Ecrouves. Alors que son mari est transféré à l'hôpital de Toul le 30 mars 1944 où il décède le lendemain, elle est transférée au camp de Drancy; elle n'apprend pas le décès de son époux. Le 29 avril 1944, elle est déportée par le convoi 72 vers Auschwitz. Un jugement rendu par le tribunal de Colmar en 1946 fixe son décès au 8 avril 1944 à Auschwitz, ce qui ne peut être exact vu la date de déportation. La *Stolperstein* de Rosa Geismar née Blum est posée aux côtés de celle de son époux.

Les parrains du pavé sont David Lévy et Jacqueline Dyson.





Georges Jacques Gintzburger

Né le 9 mars 1895 à Herrlisheim-près-Colmar, il est le fils de Moïse Gintzburger et de Berthe Bumsel. Il épouse Hermine dite Germaine Meyer avec laquelle il a un fils, Michel né en 1935. Avant la guerre, le couple s'installe à Nancy où Georges exerce le métier de négociant. Le 2 mars 1944, sur dénonciation, le couple est arrêté avec leur fils âgé de 11 ans et interné au camp d'Ecrouves dans le département de Meurthe-et-Moselle. Pour une raison inconnue, l'épouse et le fils sont libérés, mais Georges Gintzburger est transféré vers le camp de Drancy le 15 mai 1944. En 1954, Hermine Meyer est remariée et tutrice de l'enfant mineur Michel Gintzburger. Le même jour, après de nombreux autres convois, le 73ème part de Drancy et disparait dans les pays baltes avec 878 hommes à bord. Louise Cohen, Présidente de l'association convoi 73 raconte qu'en 1994 seulement fut découverte la destination finale de ce convoi. Une inscription sur le mur d'une forteresse de la ville de Kaunas en Lituanie prouve le passage du convoi. Plusieurs zones d'ombres planent ; en outre, il s'agit du seul convoi qui ne comporte que des hommes. Le frère et le père de Simone Veil faisaient partie, eux aussi, de ce convoi. Dès 1946, l'acte de décès est établi à Nancy et fixe la date du décès de Georges Gintzburger au jour de la déportation et le lieu à Kaunas en Lituanie. La pierre de Monsieur Gintzburger est posée au croisement rue du Fossé/passage Saint-Paul. Le pavé de mémoire est parrainé par l'association du Convoi 73.





Edmond Ettinger

Ce marchand de grains est né le 23 février 1879 à Osthouse dans le Bas-Rhin de l'union entre Maurice Ettinger, commerçant, et son épouse Marie Kahn. Il épouse le 25 juin 1924 à Herrlisheim-près-Colmar Céline Schnerb. Pris dans une rafle à Saint-Dié-des-Vosges deux ans avant son épouse, il est interné le 13 octobre 1942 au camp d'Ecrouves en Meurthe-et-Moselle. Le 23 octobre, il est transféré à Drancy puis déporté le 25 mars 1943 par le convoi 53 vers le camp de Sobibor. Son acte de décès fixe la date de sa mort au 30 avril 1943 dans ce camp. En 2014, il obtient la mention "Mort en déportation". Le 27 juillet 2018, une demande de mention en reconnaissance de la nation a été déposée et le 4 février 2019, l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre a attribué la mention « Mort pour la France » à Edmond Ettinger. Le pavé est posé devant l'ancienne synagogue, rue de la Montagne. La marraine du pavé est Michèle Strauss.

Céline Ettinger née Schnerb

Née le 3 septembre 1886 à Herrlisheim-près-Colmar dans le Haut-Rhin, elle est la fille de Simon Schnerb, commerçant de Herrlisheim-près-Colmar et de Louise née Weill. Elle épouse Edmond Ettinger d'Osthouse à Herrlisheim-près-Colmar le 25 juin 1924. Le couple n'a pas d'enfants et se réfugie à Saint-Dié-des-Vosges dès 1939. Le maire de la ville atteste en 1946 que Céline Ettinger a été raflée et déportée en 1944. Francine Bauer née Ettinger témoigne : ma tante n'a pas été déportée avec son mari, elle était obligée de s'occuper de la grand-mère malade. Celle-ci décède en 1944 et la Gestapo est venue arrêter ma tante à la sortie du cimetière⁴. D'abord internée à la prison de Nancy, elle est transférée le 1^{er} avril 1944 vers le camp de Drancy où elle reçoit le matricule 17928. Le 13 avril 1944, elle est déportée par le convoi n° 71 vers Auschwitz. Son acte de décès est dressé à Saint-Dié-des-Vosges en 1946 à la date du 18 avril 1944 à

⁴ Bauer Francine, Témoignage, 18.3.2019.

Auschwitz. En 2015, elle obtient la mention "Mort en déportation". Le 20 juillet 2018, j'ai déposé une demande de mention en reconnaissance de la nation a été déposée et le 4 février 2019, l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre a attribué la mention "Mort pour la France" à Céline Ettinger née Schnerb. Le pavé de mémoire de Madame Ettinger née Céline Schnerb est posé devant l'ancienne synagogue de la communauté autour de laquelle se regroupaient de nombreuses petites habitations disparues depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.



Adèle Courlander née Schnerb

La marraine du pavé est Michèle Strauss.

Née le 19 avril 1869 à Herrlisheim-près-Colmar, elle est la fille de Simon Schnerb courtier et de Fanny Katz. Elle épouse David Courlander, né en 1871 à Rotterdam en Hollande, le 21 janvier 1908 à Paris, dans le $11^{\text{ème}}$ arrondissement où le couple s'installe. Ils ont une fille, Florence, née en 1911 à Paris. Elle réside au 7, rue de la Présentation. La concierge de l'immeuble raconte en 1950 au frère de la victime, Julien Schnerb, qu'elle a assisté à l'arrestation d'Adèle Courlander par les Allemands en 1944. Elle est internée à Drancy en janvier 1944 et déportée par le convoi n° 67 vers Auschwitz. Ce n'est qu'en 2012 que son acte de décès est dressé par la mairie du $11^{\text{ème}}$ arrondissement de Paris. En mars 2013, elle obtient la mention "Mort en déportation". Le 14 juillet 2018, dans le cadre de mes recherches pour la pose des Stolpersteine à Herrlisheim-près-Colmar, une demande de reconnaissance de la Nation pour Madame Courlander née Adèle Schnerb a été déposée. Le 2 octobre 2018, l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre lui a attribué la mention "Mort pour la France". Le pavé est posé dans la rue de la Montagne, devant l'ancienne synagogue à laquelle étaient accolées de petites maisons, dont celle de la famille Schnerb.

Le parrain de son pavé est le Consistoire Israélite du Haut-Rhin.

Florence Courlander

Née le 25 novembre 1911 dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, elle est la fille de David Courlander et d'Adèle Schnerb, domiciliée avec sa mère au 7, rue de la Présentation à Paris (11^{ème}). Elle est arrêtée avec

sa mère et internée à Drancy en janvier 1944 puis déportée par le convoi n° 67 pour Auschwitz. L'acte de décès est dressé en 2012 au Ministère de la Défense à Paris et la mention "Mort en déportation" lui est attribuée en 2015 et apposée sur son acte de décès en 2018. L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre a décidé d'attribuer la mention "Mort pour la France" le 18 septembre 2018 à Madame Florence Courlander décédée le 8 février 1944 à Auschwitz. Son pavé est posé dans la rue de la Montagne, à côté de celui de sa mère, devant l'ancienne synagogue à proximité de laquelle vivait Adèle Courlander née Schnerb avant la guerre.

Le parrain de son pavé est le Consistoire Israélite du Haut-Rhin.



Céline Wallach née Schwob

Née le 19 janvier 1886 à Herrlisheim-près-Colmar, elle est la fille de Léopold Schwob et de Pauline Beretz, sœur cadette de Jules Marc Schwob (cf. victime précédente). Vers 1910, elle épouse Charles Wallach de Mulhouse, né le 15 mai 1875 à Dornach. Ils ont deux enfants, Hélène Anny née le 9 mars 1911 à Dornach et Jacqueline Noëlly née le 13 décembre 1920 à Mulhouse. En 1931, Hélène épouse Roger Picard de Barle-Duc mais elle décède en 1932 lors de l'accouchement de son fils Francis. En 1934, Charles Wallach décède. Après leur expulsion de Mulhouse, Céline et Jacqueline Noëlly âgée de 20 ans, le gendre Roger Picard et le petit-fils Francis Picard, âgé de 8 ans, se réfugient à Cholet dans le Maine-et-Loire. Les trois adultes sont pris dans une rafle vers juillet 1942 et internés à Angers. Elle a été déportée à Auschwitz par le convoi n° 8 au départ d'Angers le 20 juillet 1942. Un premier jugement en 1948 fixe son décès au 30 avril 1946, puis en 1950 la date est fixée au 22 juillet 1942, deux jours après l'arrivée à Auschwitz. Un

nouveau jugement en 1953 fixe la date du décès au 21 septembre 1944. Après la guerre, c'est André Wallach de Mulhouse qui fait les démarches auprès de Yad Vashem pour témoigner de la disparition de sa tante. La mention "Mort en déportation" lui est attribuée en 2014. Le 4 juillet 2018, une demande de mention "Mort pour la France" est déposée et lui a été attribuée le 18 septembre 2018 par la directrice de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. La famille Schwob ayant résidé à proximité de la synagogue dans la rue de la Montagne, c'est devant cette dernière que sont posés la totalité des pavés des membres de cette famille, à nouveau réunis.

Le pavé est parrainé par la Communauté Israélite de Wintzenheim.

Jules, Marc Schwob

Né le 26 octobre 1884 à Herrlisheim-près-Colmar, il est le fils de Léopold, marchand de moutons et de Pauline Beretz. Son père, Léopold Schwob est né le 7 août 1849 à Herrlisheim-près-Colmar, lui aussi était marchand de moutons et veuf en premières noces de Rosalie Geismar décédée à Soultzmatt. Son grandpère paternel, également marchand de moutons, s'appelait Emmanuel Schwob et sa grand-mère paternelle s'appelait Jeanne Picard. Léopold Schwob avait épousé Pauline Beretz, née le 7 mars 1848 à Hattstatt, le 19 octobre 1881 à Herrlisheim-près-Colmar. Elle était la fille du marchand de bestiaux Israël Beretz et de Henriette née Schwob. De l'union de Léopold Schwob et Pauline Beretz sont nés quatre enfants :

- Israël Armand est né à Herrlisheim-près-Colmar le 24 juillet 1882, décédé à Colmar le 8 décembre 1949. Il a deux fils, Jean et Roger.
- Julius Marc (cf. victime) né le 26 octobre 1884.
- Céline (cf. victime) née le 19 janvier 1886.
- Benedictus (Benoit) né le 15 octobre 1887, décédé en 1889.

Jules Marc Schwob, marié à Jeanne Haas, est négociant à Mulhouse et a deux enfants, Jean-Pierre et Gaston. Expulsé d'Alsace, il se réfugie avec femme et enfants à Vierzon dans le Cher, là où vit son fils Jean-Pierre. Il est arrêté selon de nombreux témoins dans la soirée du 24 juin 1942 par la Gestapo de Bourges. Un certain Bouet de Vierzon témoigne en 1946 avoir rencontré Jules, Marc Schwob à la gare de Vierzon alors qu'il était emmené par les Allemands vers Bourges. Selon le chef du service des Renseignements Généraux du Cher, il semble qu'il a été choisi comme otage à la suite d'attentats qui avaient été commis dans la région contre des membres de la Wehrmacht. Un autre israélite fut arrêté à la même époque. Son arrestation ne fait pas suite à des actes avérés de résistance ou pour un délit de droit commun mais uniquement pour motif racial. Après son passage à la prison de Bourges du 24 au 26 juin 1942, il est transféré au camp de Beaune-la-Rolande dans le Loiret. Deux jours plus tard, il est déporté à Auschwitz par le convoi n° 5. Son épouse témoigne après la guerre des activités de Jules, Marc Schwob et précise qu'il faisait passer la ligne de démarcation à des Alsaciens, des juifs et des prisonniers de guerre. Son acte de décès est établi en 1946 par le ministère des anciens combattants et victimes de guerre et fixé à la date du 2 juillet 1942 à Auschwitz. La mention "Mort pour la France" lui est attribuée la même année. Celle de "Mort en Déportation" lui est attribuée en 2000. Son pavé de mémoire est posé devant l'ancienne synagogue, la maison de sa naissance étant située au 12, rue de la Montagne à l'époque. Le pavé est parrainé par la Communauté Israélite de Colmar.

Jacqueline Noëlly Wallach

Née le 13 décembre 1920 à Mulhouse, elle est la fille de Charles Wallach et de Céline Schwob (cf. victime précédente). Âgée de 14 ans au décès de son père, elle quitte l'Alsace avec sa mère et son beau-frère ainsi que son neveu, orphelin de sa sœur Hélène, morte en couche en 1932 et se réfugie avec le reste de la famille à Cholet. Arrêtée avec sa mère et son beau-frère, elle est internée à la prison d'Angers et déportée vers Auschwitz le 20 juillet 1942 par le convoi n° 8. Un premier jugement en 1948 fixe son décès au 30 avril 1946, puis en 1950 la date est fixée au 22 juillet 1942, deux jours après l'arrivée à Auschwitz.

Un nouveau jugement en 1953 fixe la date du décès au 21 septembre 1944. Après la guerre, c'est André Wallach de Mulhouse qui fait les démarches auprès de Yad Vashem pour témoigner de la disparition de sa cousine. La mention "Mort en déportation" lui est attribuée en 2014. Le 6 juillet 2018, une demande de mention "Mort pour la France" est déposée et lui a été attribuée le 26 novembre 2018 par la directrice de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. La famille Schwob ayant résidé à proximité de la synagogue dans la rue de la Montagne, c'est devant cette dernière que sont posés la totalité des pavés des membres de cette famille, à nouveau réunis.

Le pavé de mémoire est parrainé par la Communauté Israélite de Wintzenheim.

Francis Picard

Né le 10 août 1932 à Bar-le-Duc, il est le fils de Roger Picard, marchand de bestiaux, et de Hélène Wallach, décédée quelques jours après la naissance de son fils. Elevé par sa grand-mère Céline Wallach et sa tante Jacqueline Noëlly, la famille rejoint après son expulsion de Mulhouse la ville de Cholet où Roger Picard, le père, entretient des relations commerciales depuis plusieurs années. Ils pensent y trouver refuge et protection. Francis a alors 8 ans et la famille s'installe rue de Pineau à Cholet. Dès septembre 1940, la famille apparait sur les listes de recensement des Juifs imposés par le régime de Vichy. Le 15 juillet 1942, toute la famille est arrêtée et déportée. Francis ne figure pas sur les listes : il a été confié in-extremis à une famille juive néerlandaise cachée à Cholet. Cette famille sera également déportée et exterminée. Le 26 janvier 1944, alors qu'il est élève au collège Colbert de Cholet, a lieu la troisième rafle des Allemands dans la ville; Francis n'y échappe pas et on vient le chercher en plein cours, sous l'œil médusé de ses camarades de classe. Francis a 11 ans. Dirigé sur Drancy, il est déporté par le convoi 68 du 10 février 1944 en direction d'Auschwitz. La date de son décès est fixée par jugement au 15 février 1944 et Francis obtient en 1947 la mention "Mort pour la France" et en 1999 la mention "Mort en déportation". Le nom de l'enfant figure sur le monument aux morts du collège, dans la liste des victimes de la deuxième guerre mondiale et en 2014 une plaque a été installée en mémoire de Francis Picard au collège Colbert en présence d'anciens camarades de classe qui ne l'ont pas oublié. Sa mémoire est à présent honorée dans la région qui l'a vu grandir. Son pavé est posé devant l'ancienne synagogue, rue de la Montagne. Il est parrainé par Elisabeth Rebert.

Roger Picard

Né le 16 août 1902 à Bar-le-Duc dans la Meuse, il est le fils d'Isidore Picard, marchand de bestiaux et de Françoise Wertheimer. Marchand de bestiaux, il épouse en 1932, Hélène Anny Wallach qui décède quelques jours après l'accouchement de leur fils Francis. Veuf avec un jeune nourrisson, il rejoint sa bellemère à Mulhouse d'où il est expulsé avec le reste de la famille vers Cholet. Henri Nuriot, originaire de Barle-Duc et réfugié à Cholet, assiste le 15 juillet 1942, alors qu'il se trouve au domicile des Wallach-Picard, à l'arrestation de Roger et de sa belle-sœur. Interné à Angers, il est déporté le 20 juillet 1942 vers le camp d'extermination d'Auschwitz. Un jugement du tribunal civil de Bar-le-Duc de 1948 fixe son décès au 10 février 1945. C'est un jugement rectificatif du tribunal de Bar-le-Duc en 2001 qui rectifie la date de décès au 1^{er} octobre 1942. Le 7 juillet 2018, une demande de mention "Mort pour la France" a été déposée et lui a été attribuée le 18 septembre 2018 par la directrice de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. Arrêté et déporté avec Céline Wallach née Schwob, sa belle-mère et Jacqueline Noëlly, sa belle-sœur, le pavé de mémoire de Monsieur Roger Picard est posé avec ceux du reste de sa famille, unie dans la déportation.

Le parrain de son pavé est Thierry Herrmann.



Cerf Picard

Né le 22 décembre 1866 à Seppois-le-Bas (Haut-Rhin) sous le nom de Séraphin Bickert, il est le fils de Caïn Bickert dit Henri Bigard, courtier né à Herrlisheim-près-Colmar, et de Bigard Caroline. Ministre officiant à Herrlisheim-près-Colmar de 1889 à 1919, il quitte la commune pour rejoindre Rosheim, dans le Bas-Rhin. Expulsé, il rejoint Nancy où il est raflé par la Gestapo en mars 1944. Il est interné à Ecrouves du 2 au 31 mars 1944, puis à Drancy dès le 1^{er} avril 1944 sous le matricule n° 18040. Déporté le 13 avril 1944 par le convoi 71, la date de son décès est fixée au 18 avril 1944 à Auschwitz. Sur sa fiche de détenu à Drancy est indiqué que Cerf Picard est veuf de Jeanne née Picard et père de quatre enfants, dont Marguerite et Marthe, également déportées. Aucun acte de décès n'a été établi à ce jour, aucun témoignage n'a été déposé à Yad Vashem. Le 18 juillet 2018, une demande de reconnaissance du décès de Monsieur Cerf Picard a été déposée. Le 28 novembre 2018, la directrice générale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre décide que la mention "Mort pour la France" lui est attribuée et son acte de décès a été dressé. Le pavé de mémoire est posé devant le 5, rue de la Montagne, là où se trouvait la synagogue de la commune, détruite dans les années 1950. Autour de la synagogue se trouvait également l'école juive – actuelle maison située au numéro 5 – et de petites maisonnettes aujourd'hui disparues.

Le pavé est parrainé par la Présidente du Département du Haut-Rhin, Madame Brigitte Klinkert.

Marguerite Picard

Née le 4 mai 1900 à Herrlisheim-près-Colmar, elle est la fille du cantor Séraphin Picard et de Jeanne née Picard. Peu de documents permettent de découvrir le parcours de cette victime. Réfugiée au 2, rue Gambetta à Nancy, elle est arrêtée et emprisonnée à Nancy en mars 1944, puis internée à Drancy dès le 1^{er} avril 1944. Elle a été déportée le 13 avril 1944 par le convoi 71 vers le camp d'Auschwitz où elle est envoyée directement à la chambre à gaz. Aucun acte de décès n'a été dressé depuis sa disparition. Sa *Stolperstein* est posée devant l'ancienne synagogue disparue située rue de la Montagne.

La marraine de son pavé est Madame Françoise Masson, actuelle propriétaire de la maison qui servait d'école juive avant la guerre.

Marthe Ebstein née Picard

Née le 31 mars 1896 à Herrlisheim-près-Colmar, elle est la fille de Séraphin et de Jeanne née Picard. Elle est la sœur ainée de Marguerite Picard. Elle épouse Georges Ebstein né le 21 juin 1895 à Mulhouse, le 4 septembre 1925 à Rosheim dans le Bas-Rhin. Le 1er février 1940, Georges Ebstein est appelé par son employeur à rejoindre la capitale ; il est alors représentant à Mulhouse pour la chocolaterie Vinay. Devant l'avancée allemande, Marthe se réfugie d'abord à Rosheim avec sa sœur Marguerite puis au foyer israélite de Nancy, au 2 rue Gambetta, toujours en compagnie de sa sœur et de son père, Cerf Picard, alors ministre officiant à Rosheim. Elle est arrêtée en mars 1944 avec sa famille. Son époux Georges reste à Paris et échappe à la déportation ; il n'aura plus de nouvelles de sa femme et du reste de la famille depuis son départ en février 1940. Le 2 mars 1944, elle est internée au camp d'Ecrouves puis transférée le 1er avril 1944 à Drancy et déportée le 13 du même mois. Son acte de décès est dressé à Mulhouse en 1947, considéré comme dernier domicile conjugal du couple ; la date de son décès est fixée par jugement rectificatif en 2009 au 18 avril 1944 ; en 2011 elle obtient la mention "Mort en déportation". Le 23 juillet 2018, la procédure de reconnaissance en mention "Mort pour la France" est engagée ; elle a été accordée par la directrice générale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre en date du 4 février 2019. Sa Stolperstein est posée avec celle de sa sœur et de son père devant l'ancienne synagogue où elle habitait dans une petite maison jouxtant le lieu de culte. Son pavé est parrainé par Pierre Lazar.



Salomon Schnerb

Né le 4 janvier 1875 à Herrlisheim-près-Colmar, il est le fils de Simon Schnerb et de Fanny Katz. Alors qu'il est serrurier et installé à Mulhouse, il épouse le 24 novembre 1909 à Mulhouse la cuisinière Delphine Meyer d'Itterswiller dans le Bas-Rhin. Il est réfugié à Velleminfroy en Haute-Saône lorsqu'il est arrêté par les allemands en mars 1944. Son frère, Max Schnerb, déclare sa disparition en 1959 et obtient la mention "Mort pour la France" pour lui ; il réside à Paris à cette époque. A Drancy, il est immatriculé sous le numéro 15578 et déporté par le convoi 69 du 7 mars 1944 vers le camp d'Auschwitz. Il obtient la mention "Mort en déportation" en 1999. Salomon est né tout près de l'ancienne synagogue de Herrlisheim, au numéro 186 de la Bergstrasse (rue de la Montagne). C'est là que sa Stolperstein est posée. Elle est parrainée par Michèle Strauss.

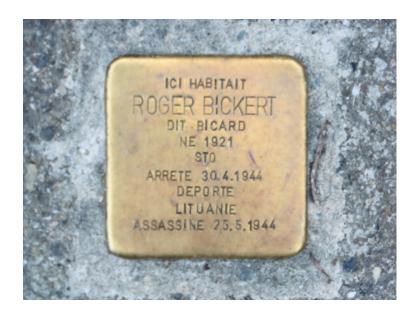


Mélanie Blum née Schwob

Née le 13 mars 1902 à Herrlisheim-près-Colmar, elle est la fille de Rosalie Schwob (fille de Meyer Schwob et Clara Bloch), célibataire de la commune. Elle épouse Léonard, dit Léon Blum à Saverne en 1937. Après son expulsion d'Alsace, le jeune couple se réfugie à Châteauneuf-la-Forêt en Haute-Vienne. Arrêtée en avril 1944, elle est internée à la prison française de Limoges (*) le 7 avril 1944, puis transférée le 12 avril vers le camp de Drancy sous le matricule 19764. Elle est déportée vers Auschwitz le 29 avril 1944 par le convoi n° 72. En 1948, le jugement déclaratif de décès est établi par le tribunal de Saverne et elle obtient la mention "Mort pour la France" la même année. Le pavé de mémoire de Mélanie Blum née Schwob est posé devant l'ancienne synagogue, rue de la Montagne où la famille Schwob a vécu avant la guerre. Le pavé est parrainé par la Communauté Israélite de Colmar.

(*) Dès 1939, Limoges et sa région deviennent terre d'accueil pour les populations évacuées d'Alsace, doublant sa population. Les organisations de défenses juives y installent des antennes et y placent des enfants considérant que cette région rurale apportait de bonnes garanties de sécurité. A partir de 1941, sur décision du Préfet, les juifs sont répartis dans les petites communes de la Haute-Vienne. Beaucoup d'alsaciens s'y retrouvent, les Kahn, les Goetschel, les Aboaf, le rabbin Deutsch et bien d'autres. Les rafles se multiplient en 1943 et 1944 et le rabbin Deutsch, arrêté en juin 1944, est interné à la prison de Limoges où il subit les injures, les coups et les tortures. Limoges est libérée et le rabbin Deutsch échappe à la déportation.⁵

⁵ Anonymes, Justes et Persécutés durant la période Nazie dans les communes de France, 18.3.2019.



Roger Robert Raphaël Bickert dit Roger Bicard

Né le 30 avril 1921 à Herrlisheim-près-Colmar, il est le fils de Lucien Bicard et Hélène Lippmann qui vivaient avant la guerre dans la rue de la Montagne, à proximité de la synagogue. Expulsé avec ses parents le 18 juillet 1940, la famille s'installe à Sainte-Agnès dans le Jura. Le 30 avril 1944, Roger est arrêté à Lons-le-Saunier dans une rafle contre les juifs alors qu'il effectuait son Service du Travail Obligatoire dans une société privée de chemin de fer. Deux témoins assistent à l'arrestation et témoignent en 1952, Madame Picard née Weill à Muttersholtz épouse de Léon de Herrlisheim-près-Colmar et Léon Weill de Herrlisheimprès-Colmar. Après son arrestation, le 30 avril 1944, Roger est interné à la prison de Lons-le-Saunier jusqu'à son transfert à Drancy le 3 mai 1944 sous le matricule 21145. Comme Lucien, Lippmann Bloch de Muttersholtz, il est déporté le 15 mai par le convoi n° 73 vers la Lituanie, seul transport connu de la France vers les Pays Baltes. C'est la dernière fois que Lucien Bicard reçoit des nouvelles de son fils. Son père, Lucien, fera toutes les démarches administratives dès décembre 1946 afin de faire reconnaître la déportation et les droits de son fils. Son décès est inscrit en 1950 à l'état-civil de la commune de Sainte-Agnès à la date du 25 mai 1944 en Lituanie. En 1954, Roger Robert Raphäel Bickert dit Roger Bicard obtient la reconnaissance de la nation et la mention "Mort pour la France". En 2008, c'est la mention "Mort en Déportation" qui lui est accordée. Son pavé de mémoire est posé dans la rue de la Montagne, devant l'ancienne synagogue, là où Lucien Bicard, son père, a vécu jusqu'à son décès.

Le pavé est parrainé par l'association du convoi 73 qui œuvre pour la mémoire de ce convoi particulier.